ANP

Un nouveau commandant pour les Forces navales

Le général-major Lahouel vient d'être nommé commandant des Forces navales de l'Armée nationale populaire, avons-nous appris de source proche du ministère de la Défense nationale. Cette nomination, décidée à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance, vient ainsi pourvoir un poste demeuré vacant depuis le 17 février dernier avec le décès de son ancien titulaire, le défunt général-major Malek Necib.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le corps des Forces navales algériennes a connu, en même temps, et à la même occasion de la célébration de la fête nationale du 5 Juillet, un autre important changement. Il s'agit de la nomination d'un nouveau chef d'état-major des Forces navales, mission confiée désormais au général Ben Medah.

Par ailleurs, le haut commandement de l'Armée nationale populaire compte désormais deux nouveaux généraux de corps d'armée, le grade le plus élevé dans la hiérarchie militaire algérienne.

Il s'agit du commandant de la Gendarmerie nationale, Ahmed Boustila et du chef de la 5e Région militaire (le Constantinois), Benali Benali. Ils rejoignent ainsi le club très fermé d'officiers supérieurs élevés à ce prestigieux grade, à savoir le chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah et le patron des services, Mohamed Mediene, dit Toufik. Dans l'histoire de l'ANP, ils sont seulement cinq à y accéder.

Outre les responsables précédemment cités, les défunts Mohamed Lamari et Benabes Gheziel, respectivement ancien chef d'état-major de l'ANP et ancien commandant de la Gendarmerie nationale avaient été promus à ce grade.

Comme nous l'annoncions dans l'une de nos précédentes éditions donc, Boustila et Benali ont été retenus pour cette promotion, sur une liste restreinte proposée par Gaïd Salah et comprenant également les généraux-majors Ahcène Tafer, le commandant des Forces terrestres et le général-major Saïd Bey, le chef de la 2e Région militaire.

Le critère de l'âge semble avoir été déterminant dans le choix des nouveaux généraux de corps d'armée. L'âge d'abord, puis la fonction. Notamment s'agissant du corps de la Gendarmerie nationale, aux effectifs.

Dans la hiérarchie militaire, les chefs de région, ils sont six, occupent un ordre protocolaire de premier plan. Davantage encore, c'est le commandant des Forces terrestres qui vient tout juste après le chef d'état-major. C'est d'ailleurs presqu'une règle : tous les chefs d'état-major sont issus des Forces terrestres qui est le corps le plus important dans l'armée. C'est le cas de l'actuel chef d'état-major, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah. C'était également le cas du défunt général de corps d'armée, Mohamed Lamari.

C'est dire que la non-promotion du général Ahcène Tafer au grade de général de corps d'armée au même titre que Boustila et Benali est quelque peu surprenante.

K. A.

Grades et médailles au MDN

Dans un communiqué rendu public hier, il est indiqué «qu'à l'occasion de la célébration du 53e anniversaire de la fête du recouvrement de la Souveraineté nationale et conformément aux dispositions des décrets présidentiels du 4 juillet 2015 portant promotion au grade de général de corps d'armée et attribution de la médaille de bravoure, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a présidé, dans l'après-midi du dimanche 5 juillet 2015, au siège du ministère de la Défense nationale, au nom de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, la cérémonie de promotion du général-major Ben Ali Ben Ali, commandant de la 5e Région militaire et du général-major Ahmed Boustila, commandant de la Gendarmerie nationale au grade de général de corps d'armée.Au cours de cette cérémonie, il a été procédé à la remise de la médaille de bravoure à des officiers généraux et des officiers supérieurs du ministère de la Défense nationale. Il convient de signaler que cette médaille a été décernée à Monsieur le général de corps d'armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le Général de corps d'armée, chef du département Renseignement et Sécurité, le général de corps d'armée Ben Ali Ben Ali, commandant de la 5e Région militaire et le commandant Chaâlal Hamza des troupes spéciales.

Cette médaille est également décernée aux éléments de l'Armée nationale populaire, tous grades confondus, remplissant les conditions citées dans la loi 15-10 du 21 juin 2015, portant création de la médaille de bravoure de l'Armée nationale populaire.

A cette occasion, le général de corps d'armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a prononcé une allocution dans laquelle il a adressé aux promus et décorés, un message de félicitations de Son Excellence, Monsieur le Président de la République ainsi que ses félicitations personnelles.»

Changement à la gendarmerie

Le général Ammar Bahlouli.

Comme nous l'annoncions il y a plusieurs semaines, le général Abdelaziz Chater a finalement été mis à la retraite. Le poste d'inspecteur général qu'il occupait précédemment sera dorénavant occupé par le général Ammar Bahlouli, qui quitte ainsi le commandement régional de la 5e Région (Constantine).

Par ailleurs, le commandement de la 1re Région (Blida) de la Gendarmerie nationale a également changé de main puisque c'est le général Abdelhafidh Abdaoui qui a été nommé à sa tête. Il remplace le général Aïssa Bidel admis à faire valoir ses droits à la retraite. Le général Abdaoui était auparavant commandant régional de la gendarmerie à Ouargla.

CITÉE POUR LA SECONDE FOIS DANS LE DISCOURS OFFICIEL DU POUVOIR

La méfiance de l'opposition

C'est pour la seconde fois de suite que l'opposition a droit de cité dans les messages présidentiels. Après celui «peu flatteur» qui lui a été réservé le 19 mars dernier à l'occasion de la fête de la Victoire, l'opposition a eu droit à des fleurs et des égards, avant-hier, dans le message présidentiel à l'occasion du 53e anniversaire du recouvrement de l'indépendance nationale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Un «acquis» à «double tranchant» que l'opposition ne semble pas apprécier, y décelant un argument de plus à leur constat de président «impotent» et de vacance du «pouvoir». «Le message de Bouteflika n'est que mensonge», lance tout de go le chargé à la communication du RCD qui s'interroge aussitôt : «Qui peut encore croire en un chef d'État impotent qui passe de la menace à l'encensement de l'opposition dans deux discours qui lui sont attribués en l'espace de quelques mois ? Ceci relève du délire, le croire est félonie.»

Pour Atmane Mazouz, cette attention du pouvoir à l'égard de l'opposition est due au fait que cette dernière «dérange par ses positions, par ses activités en communion. Comment accorder du crédit à cet intérêt pour l'opposition avec deux positions diamétralement opposées en trois mois ? Ce qui prouve toute l'impotence du président et de sa capacité d'analyse. C'est une preuve de plus que la lutte des clans s'attise et qu'on veut gagner du temps».

Du côté du MSP, on invite tout simplement le pouvoir à joindre l'acte à la parole. Car selon son chargé à la communication, «trop de promesses similaires ont été faites par le passé, mais sans qu'elles trouvent de concrétisation sur le terrain». C'est à croire, ironise Zineddine Tebbal, que le pouvoir évolue ailleurs, loin du pays puisque la réalité est faite d'un embargo presque systématique de l'opposition de la part des médias publics en sus de l'interdiction qui frappe ses activités. Et de s'interroger : quel rôle veut-on faire jouer à l'opposition ?, estimant que ces volte-faces portent un sacré coup à la crédibilité du pouvoir.

Quant au porte-parole du parti des Avant-gardes des libertés, cette attention à l'apposition est un «non-événement». Ahmed-Adimi estime que c'est juste «une toute petite phrase réservée à l'opposition. On voudrait bien savoir qui sont ceux qui écrivent au nom du président et ce qu'ils veulent : car une fois ils traitent l'opposition de trahison et d'adopter la politique de la terre brûlée, et une autre fois cette même opposition a un rôle à jouer. Qu'ils s'entendent d'abord entre eux».

Pour notre interlocuteur, «on ne peut pas construire un Etat moderne sans véritable démocratie. Il n'y a que deux régimes de par le monde : dictatorial et démocratique et ce dernier a ses règles, ses normes et ses us».

Pour sa part, Noureddine Bahbouh estime que «le pouvoir souffle le chaud et le froid». Car explique-t-il, «on encense l'opposition seulement dans les discours car dans les faits, c'est tout le contraire qui se passe avec des interdictions systématiques des manifestations publiques de l'opposition». Le secrétaire général de l'UFDS (Union des forces démocratiques et sociales) ne manquera pas de s'interroger à son tour : «De quelle opposition veut le pouvoir, d'une opposition qui lui jette des fleurs ou d'une opposition véritable selon les normes universelles ?»

En tout état de cause, poursuivra-t-il, «ce message prouve que ses rédacteurs ne savent pas ce qu'il faut faire dans la situation de crise actuelle empreinte de déliquescence des institutions de l'Etat. Il prouve que le pouvoir est en crise. Un message destiné à la consommation externe puisque le pouvoir se rend compte que le peuple adopte de plus en plus les positions de l'opposition». Et à Bahbouh de défier le pouvoir : «Chiche qu'il ouvre un véritable débat, une vraie consultation politique au sujet des problèmes qu'endure le pays».

Dans son message avant-hier samedi, la veille de la célébration du 53e anniversaire du recouvrement par le pays de son indépendance nationale, le président de la République a signifié toute sa considération envers la classe politique et l'opposition, soulignant que le peuple algérien a besoin de connaître les propositions alternatives prétendant améliorer son devenir.

«En effet, le peuple algérien a besoin de connaître les propositions alternatives prétendant améliorer son devenir, et il saura ensuite choisir souverainement lors des rendez-vous électoraux de la République», a déclaré Abdelaziz Bouteflika. «C'est-là le message que j'adresse en ce jour de communion nationale, à la classe politique du pays et au premier chef, aux acteurs de l'opposition à laquelle j'exprime ma considération», a-t-il soutenu.

Une opposition que le chef de l'Etat juge «qu'elle est dans son rôle, tout comme sera dans son rôle la majorité qui a porté mon programme durant la campagne électorale et à laquelle il revient de le promouvoir aujourd'hui dans le cadre du débat démocratique, pour semer l'espoir et pour soutenir l'effort».

M. K.